

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE EDEL SNC

Société en Nom Collectif au capital de 150.134.754 €
Siège Social : Zac de l'Hers - 60 rue Buissonnière - 31670 Labège
306 920 109 R.C.S. Toulouse

A. — Comptes consolidés.
I. — Bilan consolidé.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Opérations interbancaires et assimilées	1	371 063	308 742
Opérations avec la clientèle	2-3	1 215 081	1 325 000
Obligations et autres titres à revenu fixe	3-4	95 363	90 346
Actions et autres titres à revenu variable	4	1 769	1 838
Parts dans les entreprises liées	5	295	294
Immobilisations corporelles et incorporelles	6	21 858	21 655
Comptes de régularisation et actifs divers	7	25 711	25 004
Total de l'actif		1 731 141	1 772 879

Passif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Opérations interbancaires et assimilées	1-3	70 997	55 346
Opérations avec la clientèle	2-3	1 305 215	1 325 681
Dettes représentées par un titre	3	41 650	88 058
Comptes de régularisation et passifs divers	7	70 082	65 787
Provisions pour risques et charges	8	20 770	18 346
Dettes subordonnées		10 363	10 363
Fonds pour risques bancaires généraux		11 500	11 500
Intérêts minoritaires		1 123	1 258
Capitaux propres part du groupe	9	199 438	196 541
Capital souscrit		150 135	150 135
Réserves		32 566	30 212
Report à nouveau		2	600
Résultat de l'exercice		22 264	22 246
Acompte sur dividende		-5 528	-6 652
Total du passif		1 731 141	1 772 879

Hors bilan	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés :	10	134 865	158 906
Engagements de financement donnés		121 345	141 802
Engagements de garantie donnés		13 520	17 105
Engagements reçus :	10	346 639	352 642
Engagements de financement reçus		85 000	85 000
Engagements de garantie reçus		261 639	267 642

II. — Compte de résultat consolidé.

	Notes	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	12	44 557	22 804
- Intérêts et charges assimilées	13	-29 670	-8 197
+ Commissions (produits)	14	105 101	100 413
- Commissions (charges)	15	-65 219	-57 716
Revenus des titres à revenu variable		140	110
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement		0	-2
+ Autres produits d'exploitation bancaire		9 088	8 617
- Autres charges d'exploitation bancaire		-2 940	-1 083
Produit net bancaire		61 058	64 946
- Charges générales d'exploitation	16	-31 362	-29 247
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	16	-2 305	-2 242
Résultat brut d'exploitation		27 391	33 457
Coût du risque	17	3 088	-3 401
Résultat d'exploitation		30 479	30 056
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	22	-26	677
Résultat courant avant impôt		30 453	30 733
+/- Résultat exceptionnel		0	0
- Impôts sur les bénéfices	19	-8 052	-8 217
+/- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		0	0
+/- Dotations/reprises des fonds pour risques bancaires généraux		0	0
Intérêts minoritaires		-137	-271
Résultat net part du groupe		22 264	22 246
Résultat par action		0,0885	0,0885

III. — Notes annexes aux comptes consolidés.**Cadre juridique et relations financières.**

La Banque Edel est un établissement de crédit associé au Crédit Coopératif. Son capital est détenu à hauteur de 66,06 % par la SC Galec (Groupement d'achat des centres E. Leclerc) et de 33,94 % par le Crédit Coopératif.

Filiales.

La Banque Edel détient au 31 décembre 2023 :

- 95,20 % du capital de la SARL Moninfo, celle-ci fournissant des prestations de monétique et d'informatique ;
- 100 % de la SASU Edel ASSUR, société créée en 2014, qui a démarré son activité en 2015.

Principes d'élaboration des comptes consolidés.**Méthodes et périmètre de consolidation.****Principes généraux**

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Banque Edel et de ses filiales Moninfo et Edel ASSUR. Ils sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et du règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés.

Selon le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés : le tableau des flux de trésorerie n'est pas requis pour les groupes d'assurance et les groupes du secteur bancaire.

Les comptes des entreprises sous contrôle exclusif, y compris les entreprises à structure de comptes différente dont l'activité principale constitue un prolongement des activités bancaires et financières ou relève d'activités connexes, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise. Il résulte soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote, soit de la désignation de la majorité des membres des organes de direction, ou du droit d'exercer une influence dominante en vertu d'un contrat de gestion ou de clauses statutaires.

Les comptes des entreprises que le Groupe contrôle conjointement sont consolidés par intégration proportionnelle. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Les comptes des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidés par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle.

Le tableau suivant présente les entités consolidées de la Banque Edel :

Filiale	Sarl MONINFO	SASU EDEL ASSUR
Nationalité	Française	Française
Date de création	26/07/1995	21/11/2014
Capital social 2023	1 000 000	50 000
Parts de contrôle 2023	95,20 %	100,00 %
Parts d'intérêt	95,20 %	100,00 %
Méthode d'intégration	Intégration globale	Intégration globale
Activité exercée	Informatique, monétique	Courtage en assurances
Date de clôture	31 décembre	31 décembre
Adresse	60 rue Buissonnière, 31670 Labège	60 rue Buissonnière, 31670 Labège

Exclusions

Une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque, dès son acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue de leur cession ultérieure ou lorsque des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement le contrôle ou l'influence exercée sur cette entreprise ou les possibilités de transferts de fonds entre cette entreprise et les autres entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Par ailleurs, une filiale ou une participation peut être laissée en dehors de la consolidation lorsque les informations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés ne peuvent être obtenues sans frais excessifs ou dans des délais compatibles avec la publication des comptes consolidés.

Retraitements et éliminations

Les comptes consolidés de la Banque Edel sont établis selon les règles définies par le règlement ANC 2020-01 (venu abrogé le règlement 99-07 et donc modifier le règlement ANC n° 2014-07).

Ce texte prévoit que :

- les comptes des entreprises incluses dans le champ de la consolidation sont rendus homogènes ;
- certaines méthodes d'évaluation s'appliquent à l'élaboration des comptes consolidés par dérogation aux méthodes applicables aux comptes individuels. Elles concernent notamment :
 - les biens loués en crédit-bail ou assimilés ;
 - les écritures passées en application de la législation fiscale ;
 - les impôts différés.

Écritures passées en application de la législation fiscale

La consolidation impose l'élimination des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale.

Sont notamment concernées les écritures suivantes :

- subventions d'investissement ;
- provisions réglementées lorsqu'elles ne sont pas assimilées aux fonds pour risques bancaires généraux pour la présentation des états financiers.

Impôts différés

Toutes les différences temporaires résultant de différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif ont été identifiées, de même que les impôts afférents aux écritures de consolidation.

La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles (y compris celles qui résultent des déficits fiscaux et amortissements réputés différés) au niveau de chaque entreprise consolidée. Ces compensations ne peuvent, toutefois, être effectuées que sur des impositions différées calculées au même taux et se résorbant sur des échéances suffisamment proches.

Élimination des opérations internes au groupe

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe a été éliminé. Les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont elles aussi éliminées. Le cas échéant, les moins-values qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

Faits caractéristiques de l'exercice.

Taux de marché et couverture

L'année 2023 a vu la Banque Centrale Européenne opérer 6 nouvelles hausses de ses taux directeurs pour atteindre un point haut le 20 septembre 2023, maintenu jusqu'à la fin de l'année, et au plus haut depuis la création de l'Euro en 1999. Le taux de dépôt auprès de la BCE est ainsi passé de 2 % à fin 2022 à 4 % à fin 2023.

La poursuite de la politique monétaire restrictive entamée en 2022 avait pour but de lutter contre la hausse des prix amorcée lors de la reprise économique post pandémie et renforcée par le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne.

Après avoir cessé depuis l'été 2022, les réinvestissements réalisés dans le cadre de l'APP, son programme régulier d'achat d'actifs, la BCE a décidé de mettre un terme aux réinvestissements du Programme d'achats d'urgence pandémique, le PEPP (*pandemic emergency purchase programme*) à la fin 2024. La réduction du bilan de la BCE, déjà largement amorcée par le remboursement des emprunts TLTRO (*targeted longer-term refinancing operations*) par les banques, devrait s'amplifier en fonction des conditions monétaires. La BCE poursuivra le réinvestissement intégral des titres arrivant à échéance jusqu'à fin juin 2024. Ensuite, elle réduira le portefeuille du PEPP de 7,5 milliards d'Euros par mois en moyenne au second semestre 2024 et mettra un terme aux réinvestissements fin 2024.

Au niveau des taux de marché, l'Estér, dont la valeur moyenne en 2023 est de 3,208 %, est parti de son point bas en début d'année à 1,906 % puis a évolué à la hausse jusqu'à atteindre un point haut le 14 décembre 2023 à 3,907 % et se maintenir au plus proche de ce point haut jusqu'en fin d'année 2023.

L'Euribor 3 mois, dont la valeur moyenne en 2023 est de 3,434 %, a évolué entre un point bas en début d'année à 2,132 % et un point haut le 13 novembre à 4,002 %. Il a légèrement reflué depuis, du fait de bonnes statistiques économiques qui ont fait espérer aux marchés une baisse de taux qui n'est pas intervenue en 2023.

Les prix des swaps ont été très volatils jusqu'en milieu d'année 2023, date à laquelle les premiers effets de la politique monétaire de la BCE se sont fait sentir dans l'économie. Les marchés ont ensuite fortement intégré dans les prix le succès de la politique monétaire de la BCE. Ainsi le swap 5 ans (contre Euribor 3 mois) a démarré l'année à 3,18 % pour atteindre un point haut à 3,428 % le 28 septembre, se maintenir à un haut niveau durant presque un mois avant de refluer jusqu'à 2,285 % le 27 décembre.

Au titre des couvertures de taux, la Banque Edel conserve un *swap* de taux d'intérêt avec le Crédit Coopératif dont la maturité est le 01/08/2023. Ce contrat d'échange de taux d'intérêt est un *swap* payeur de taux fixe, receveur de taux variable. Il est comptabilisé en microcouverture et vient en couverture de l'emprunt lié à l'achat des locaux du siège social de la Banque.

La valeur *marked to market* de ce swap est positive à hauteur de 4,9 KEUR (cf. note 11), en baisse de 8,6 KEUR entre 2022 et 2023 du fait notamment de la baisse du nominal contractuel.

Opérations interbancaires

L'année 2023 a vu la poursuite de l'objectif d'alignement plus strict de la politique ALM de la Banque Edel avec la politique ALM du Groupe BPCE.

L'établissement fait partie du bassin de liquidité du Crédit Coopératif, ce qui lui donne accès indirectement aux conditions de rémunération des excédents et au guichet de refinancement du Groupe BPCE.

Sur l'année 2023, l'encours moyen des emprunts interbancaires du Groupe Banque Edel a été de 53 MEUR. La baisse significative d'une année sur l'autre (- 65 MEUR) s'explique par le non recours en 2023 aux lignes de crédit court terme avec le Crédit Coopératif (qui avaient été tirées pour une moyenne de 62 MEUR en 2022), et l'amortissement d'un emprunt interbancaire (pour 3 MEUR).

L'encours des emprunts interbancaires a évolué de 54 MEUR en début d'année à 51 MEUR le 31/12/2023.

Les opérations interbancaires à l'actif augmentent en moyenne d'une année sur l'autre de 90 MEUR. La politique de placement des excédents a évolué compte tenu du changement des règles de rémunération des dépôts en Banque centrale à partir du mois de septembre 2022 : la Banque Edel ne place à la Banque de France que les sommes nécessaires à la constitution des réserves obligatoires ; leur montant moyen sur 2023 a été de 7,5 MEUR contre 140,5 MEUR en 2022. Les excédents court terme sont désormais placés au Crédit Coopératif.

Compte tenu d'une politique efficace de collecte de ressources à vue et à terme, ainsi que d'une activité soutenue de la clientèle de la grande distribution, le montant moyen des excédents court terme hors Banque de France a ainsi progressé de 269 MEUR entre 2022 et 2023.

Par ailleurs, et à la différence de 2022, la Banque Edel n'a participé à aucune opération de circulation de liquidités au sein du groupe BPCE. En conséquence l'encours moyen de prêt interbancaire baisse de 46,5 MEUR en moyenne d'une année sur l'autre.

Liquidité

Dans le cadre de la gestion du LCR (*Liquidity Coverage Ratio*), la Banque Edel a constitué depuis 2017 un portefeuille de titres vifs d'État (OAT) ou assimilés permettant d'augmenter significativement sa réserve de HQLA (*High Quality Liquid Assets*).

Dans le cadre de sa politique budgétaire, la Banque Edel a acheté des titres d'État (OAT) ou assimilés pour un montant complémentaire de 5 MEUR au cours du 1^{er} semestre 2023, portant l'encours total HQLA à 95 MEUR au 31 décembre.

Enfin, la Banque Edel bénéficie toujours de lignes importantes de liquidité auprès de son associé bancaire le Crédit Coopératif.

Versement dividendes

Il a été décidé lors de l'Assemblée générale ordinaire des associés en date du 23 mai 2023 de distribuer aux associés une partie du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 pour un montant total de 13,8 MEUR. Un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2022 avait été distribué à hauteur de 6,7 MEUR dès 2022. En conséquence le montant distribué au titre de l'exercice 2022 s'élève à 20,5 MEUR.

Mise à jour des provisions

Dans un contexte économique incertain et face aux défis de la transition énergétique, la Banque Edel a maintenu ses modèles de couverture du risque dans une approche prudente sur tous les marchés d'activité. Les coefficients de dégradation spécifiques ont été réévalués et appliqués sur les différents compartiments de clientèle et de risques.

Ces coefficients sont déterminés d'une part en fonction de l'exposition des catégories homogènes de clientèles au risque de transition énergétique et d'autre part en prenant en compte la dégradation de la conjoncture économique en cours.

Dans une approche prudente, aucune reprise n'a été comptabilisée sur les provisions collectives et sectorielles.

La Banque a également appliqué le dispositif spécifique de traitement des créances « anciennes » déployé depuis 2023 visant à couvrir le risque propre lié au vieillissement des créances.

Guerre en Ukraine

La Banque Edel ne détient aucune exposition sur des contreparties russes, ukrainiennes ou biélorusses.

Transactions avec les parties liées

La Banque Edel ne réalise pas de transactions significatives avec les parties liées.

Informations sur les règles et principes comptables.

Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

Constructions	35 ans (ancien bâtiment) / 40 ans (nouveau bâtiment)
Fondations	45 ans (ancien bâtiment) / 50 ans (nouveau bâtiment)
Équipements / agencements techniques	15 ans (ancien bâtiment) / 20 ans (nouveau bâtiment)
Mobilier	10 ans
Logiciels	1 an

Les immobilisations peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur actuelle est devenue inférieure à la valeur nette comptable.

Remarque : une décote de 5 ans avait été appliquée sur les durées d'amortissement par composant des anciens bâtiments lors de l'achat car les bâtiments n'étaient pas neufs.

Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique. À la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure au coût historique. La valeur d'usage est appréciée notamment au regard de l'utilité de celle-ci pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (cours de bourse, actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

Crédits à la clientèle

Les créances sur la clientèle sont ventilées en fonction de la nature des concours : créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à la valeur nominale.

Qualification des encours

Conformément au règlement ANC n° 2014-07, l'établissement distingue comptablement les encours sains et les encours douteux.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours déchus et non déchus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie et de caution. Le déclassement des encours en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, voire dès le premier mois d'impayé constaté pour les crédits restructurés. Par déduction les encours sains sont donc les encours ne présentant pas de risque crédit avéré.

Au sein de l'encours douteux, les encours douteux compromis, pour lesquels aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, sont isolés. Sont en particulier identifiées comme telles les créances échues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, à l'exception de celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Les créances douteuses non compromises sont inscrites en encours sains lorsque les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire, à l'exception des créances douteuses compromises pour lesquelles les intérêts ne sont plus comptabilisés.

Provisionnement des encours douteux

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses à hauteur des pertes probables. Le montant de la provision est égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif (capitaux restants dus) et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le risque est apprécié de façon individuelle en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les créances de faible montant aux caractéristiques similaires, une estimation statistique est retenue lorsqu'elle est plus appropriée. Les provisions ainsi constituées vont varier également en fonction du vieillissement du dossier.

Les créances restructurées à des conditions hors marché sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote constatée est enregistrée au résultat en coût du risque et au bilan en moins de l'encours concerné. Elle est ensuite réintégrée dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Les provisions pour risques avérés sont complétées par des provisions pour risques non avérés destinées à couvrir des risques clientèles non affectés individuellement. Ces provisions dites « collectives/sectorielles » visent à couvrir des risques potentiels par anticipation. Elles sont constituées sur la base d'observation statistique historique de probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Edel, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF et par l'instruction n° 86-05 modifiée de la Commission bancaire (devenue depuis l'ACPR).

Engagements sociaux

Les engagements sociaux et les avantages au personnel postérieurs à l'emploi sont partiellement couverts par des cotisations versées à AGEAS pour un montant de 235 KEUR pour la Banque Edel et MONINFO au 31/12/2023. Le montant total de l'engagement s'élève au 31/12/2023 à 595 KEUR avec pour principales hypothèses :

- Taux de charges sociales patronales : 52 %
- Taux d'actualisation : 3.00 %
- Table de mortalité utilisée : INS 15-17
- Age de départ à la retraite : 64 ans.

Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. Au 31 décembre 2023, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions de détention à l'origine.

Les opérations réalisées portent sur des contrats d'échange de taux d'intérêt conclus à titre de couverture.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en microcouverture sont inscrits au compte de résultat de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble d'éléments couverts. Ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges de cet élément. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en macrocouverture sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans des comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Provisions

Ce poste comprend :

- les provisions pour risques constituées dès lors qu'il existe une obligation de la Banque vis-à-vis d'un tiers et qu'il est probable que l'extinction de celle-ci ne se fera qu'après une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci ;
- les provisions pour risques de contrepartie déterminées sur la base d'une valorisation des garanties obtenues conventionnellement ou judiciairement par la Banque Edel.

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Informations sur les postes du bilan.

Sauf indication contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements ou de provisions.
Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en milliers d'Euros (KEUR).

Note 1. – Banque centrale, créances et dettes interbancaires.

	31/12/2023	31/12/2022
Actif		
Caisse, banques centrales	50 569	90 270
Créances sur les établissements de crédit	320 493	218 472
A vue	320 493	218 472
A terme	0	0
Créances douteuses nettes		
Créances rattachées	0	0
Total	371 063	308 742
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>252 141</i>	<i>170 363</i>
Passif		
Dettes sur les établissements de crédit	70 722	55 213
A vue	19 060	74
A terme	51 663	55 139
Dettes rattachées	275	133
Total	70 997	55 346
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>-40 584</i>	<i>41 050</i>

Les excédents bancaires au 31 décembre 2023 sont déposés en Banque centrale et en comptes à vue bancaires, principalement auprès du Crédit Coopératif.

Avec le retour des taux en territoire positif, des arbitrages de trésorerie ont été effectués, au profit des comptes à vue bancaires dont les rémunérations sont désormais aux alentours de l'Ester.

Note 2. – Opérations avec la clientèle.

	31/12/2023	31/12/2022
Actif		
Créances commerciales	30 482	50 618
Autres concours à la clientèle	1 042 861	1 112 793
Comptes ordinaires débiteurs	112 064	132 883
Créances rattachées et valeurs non imputées	11 033	11 671
Créances douteuses nettes	18 642	17 035
Total	1 215 081	1 325 000
<i>Dont créances éligibles TRICP</i>		
Passif		
Comptes et emprunts	1 276 791	1 309 187
A vue	672 391	685 767
A terme	604 400	623 420
Dépôts de garantie		
Autres sommes dues	19 402	14 104
Dettes rattachées	9 022	2 389
Total	1 305 215	1 325 681

Détail des autres concours à la clientèle :

	31/12/2023	31/12/2022
Crédits de trésorerie	450 627	502 568
Crédits à l'équipement	525 711	550 284
Crédits à l'habitat	66 522	59 941
Total	1 042 861	1 112 793

Ventilation des encours sains par grandes catégories de contreparties :

	31/12/2023	31/12/2022
Entreprises	1 054 048	1 144 734
Professionnels	55 888	78 226
Particuliers	86 504	85 005
Total	1 196 440	1 307 965

Créances douteuses :

	31/12/2023	31/12/2022
Douteux	11 252	8 390
<i>Dont créances restructurées à des conditions hors marché</i>	0	82
Douteux compromis	23 511	28 403
Total	34 763	36 793

— Provisions :

	31/12/2023	31/12/2022
Douteux	872	1 216
<i>Dont provisions pour décote des créances restructurées</i>	17	17
Douteux compromis	15 250	18 542
Total	16 121	19 758

Variation détaillée des provisions pour créances douteuses :

	31/12/2022	Dotations	Dotations effet temps	Reprise de prov. Utilisées	Reprises de prov. Effet temps	Reprise de prov. Non utilisées	Transfert	31/12/2023
Provisions douteux	1 216	311	0	0	0	-226	-430	872
Provisions douteux compromis	18 542	1 325	388	-1 489	-666	-3 280	430	15 250
Total	19 758	1 637	388	-1 489	-666	-3 506	0	16 121

Note 3. – Ventilation par durée restant à courir.

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	31/12/2023	31/12/2022
Actif :							
Créances sur les Ets de crédit	320 493			0		320 493	218 472
Créances sur la clientèle	394 526	125 326	511 130	184 100		1 215 081	1 325 000
Obligations et autres titres à revenu fixe	165		30 198	65 000		95 363	90 346
Total	715 185	125 326	541 328	249 100		1 630 938	1 633 817
Passif :							
Dettes sur les Ets de crédit	19 660	838	30 500	20 000		70 997	55 346
Dettes sur la clientèle	727 015	134 700	388 550	54 950		1 305 215	1 325 681
Dettes représentées par un titre	19 850	21 800				41 650	88 058
Emprunts subordonnés					9 700	9 700	9 700
Total	766 525	157 338	419 050	74 950	9 700	1 427 563	1 478 785

Les dettes représentées par un titre sont constituées uniquement de NEU CP et NEU MTN.

Note 4. – Portefeuille titres.

	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2023	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2022
Obligations et assimilées :								
Valeurs brutes		95 198		95 198		90 197		90 197
Dépréciation				0				
Créances rattachées		165		165		149		149
Valeurs nettes	0	95 363	0	95 363	0	90 346	0	90 346
Actions et assimilées :								
Valeurs brutes			2 000	2 000			2 000	2 000
Dépréciations			-231	-231			-162	-162
Valeurs nettes	0	0	1 769	1 769	0	0	1 838	1 838

Dans le cadre de la gestion de sa liquidité, la Banque Edel investit dans des titres HQLA éligibles à la réserve de liquidité du ratio LCR. Ces titres sont des OAT et des EMTN garantis par l'État et sont comptabilisés en investissement, conformément au règlement ANC n° 2014-07.

Les 2 MEUR comptabilisés en titres de placement sont des parts d'un fonds d'investissement destiné à promouvoir l'économie sociale et solidaire. Ce fonds est géré par ESFIN Gestion qui appartient à 100 % à Ecofi Investissements, filiale du Groupe Crédit Co opératif.

Note 5. – Liste des filiales non consolidées.

Toutes les filiales en portefeuille au 31 décembre 2023 sont consolidées.

Note 6. – Immobilisations.

Brut	31/12/2022	Acquisitions	Cessions / reclassement	31/12/2023
Immobilisations incorporelles en cours	198	680	-148	730
Immobilisations incorporelles	9 387	354	138	9 879
Immobilisations corporelles en cours	46	238	-66	218
Immobilisations corporelles	30 560	1 291	-121	31 729
Total	40 191	2 563	-197	42 557

Amortissement	31/12/2022	Dotations	Reprises / reclassement	31/12/2023
Immobilisations incorporelles	8 458	527	-10	8 975
Immobilisations corporelles	10 077	1 778	-132	11 724
Total	18 535	2 305	-141	20 699

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation.

Note 7. – Comptes de régularisation.

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Comptes d'encaissement	380	
Charges payées d'avance	973	885
Produits à recevoir	12 734	15 585
Divers à régulariser	1 636	64
Total	15 724	16 534

Passif	31/12/2023	31/12/2022
Comptes d'encaissement		248
Charges à payer	6 759	5 120
Produits constatés d'avance	4 833	2 804
Divers à régulariser	2 812	2 835
Total	14 403	11 007

Note 8. – Provisions pour risques et charges.

	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Provision collective/sectorielle	15 875	84	1 559	14 400
Autres provisions pour risques et charges	2 471	4 295	395	6 371
Total	18 346	4 379	1 954	20 770

Des informations complémentaires sont présentées en note 17 – Coût du risque.

Note 9. – Mouvements des capitaux propres.

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Écarts de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Total capitaux propres
Situation au 31/12/2015	112 868	0	14	2 095	10 321	0	0	0	125 298
Mouvements	11 616	0	1 053	630	1 709	0	0	0	15 007
Situation au 31/12/2016	124 484	0	1 067	2 725	12 030	0	0	0	140 305
Mouvements	8 802	0	9	3 219	206	0	0	0	12 236
Situation au 31/12/2017	133 285	0	1 076	5 944	12 236	0	0	0	152 542
Mouvements	9 053	0	144	3 373	-4 512	0	0	0	8 059
Situation au 31/12/2018	142 339	0	1 220	9 317	7 725	0	0	0	160 601
Mouvements	7 796	0	-23	-48	-1 522	0	0	0	6 203
Situation au 31/12/2019	150 135	0	1 197	9 269	6 203	0	0	0	166 804
Mouvements	0	0	-16	6 219	597	0	0	0	6 800
Situation au 31/12/2020	150 135	0	1 181	15 489	6 800	0	0	0	173 604
Mouvements	0	0	1 472	5 328	9 284	0	0	0	16 084
Situation au 31/12/2021	150 135	0	2 653	20 816	16 084	0	0	0	189 688
Mouvements	0	0	27 559	-26 868	6 161	0	0	0	6 853
Situation au 31/12/2022	150 135	0	30 212	-6 052	22 246	0	0	0	196 541
Mouvements	0	0	2 353	525	19	0	0	0	2 897
Situation au 31/12/2023	150 135	0	32 566	-5 526	22 264	0	0	0	199 438

Le poste Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) n'a pas varié sur l'exercice.

Le montant du Report à Nouveau intègre l'acompte sur dividendes.

Informations sur les postes du hors-bilan.**Note 10. – Engagements de financements et de garantie.****— Engagements de financements :**

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financement donnés		
En faveur de la clientèle		
Autres ouvertures de crédits confirmés	121 345	141 802
Total des engagements de financements donnés	121 345	141 802
Engagements de financement reçus	85 000	85 000
D'établissements de crédit	85 000	85 000
Total des engagements de financements reçus	85 000	85 000

Engagements de garantie :

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
D'ordre de la clientèle		
Cautions administratives et fiscales	608	1 135
Autres cautions et avals donnés	6 308	8 758
Autres garanties données	6 604	7 211
Total des engagements de garantie donnés	13 520	17 105

Il n'existe pas d'opérations susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de l'établissement pour lesquelles une information est requise en application du règlement n° 2010-05 de l'Autorité des normes comptables.

Note 11. – Instruments financiers à terme.

La Banque Edel applique le règlement ANC n° 2014-07 pour l'enregistrement des contrats d'échange de taux.

Un contrat d'échange de taux d'intérêts (swap) est classé dans la catégorie « microcouverture » (couverture affectée) en application de la réglementation lorsqu'il sert à couvrir le risque de taux lié à un portefeuille de crédits amortissables identifié. Les charges et produits liés à ce contrat sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges de l'élément couvert. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Un swap est classé dans la catégorie « macrocouverture » en application de la réglementation lorsque sa détention vise à couvrir le risque de taux global de la Banque. Les charges et les produits relatifs à cette opération sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Au 31 décembre 2023, la Banque Edel détient le(s) contrat(s) suivant(s) :

Contrepartie	Crédit coopératif
Nominal initial	6 463
Date de départ	01/11/2012
Date de fin	01/08/2024
Amortissement	Trimestriel
Taux receveur	Euribor 3 mois
Taux payeur	1,445%
Périodicité des échanges de flux	Trimestriel
Valeur de marché	3
Catégorie de la couverture	Micro

Le swap conclu en 2012 avec le Crédit Coopératif vient en couverture de l'emprunt immobilier réalisé dans le cadre de l'achat du siège social de la Banque Edel.

Informations sur les postes du compte de résultat.

Tous les produits sont encaissés en France.

Note 12. – Intérêts – produits.

	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	12 251	996
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	31 843	21 345
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	462	462
Autres intérêts et produits assimilés		
Total	44 557	22 804

Les intérêts perçus sont en hausse par rapport à 2022 (+ 95 %), dans un contexte de remontée très rapide des taux qui a eu un effet favorable sur la part des encours à taux variables.

En revanche, les encours de crédit pour les entrepreneurs individuels et les particuliers continuent à produire moins d'intérêts en raison d'une érosion du stock, conformément à la politique mise en œuvre par l'établissement.

Note 13. – Intérêts – charges.

	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	2 285	1 358
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	25 979	6 212
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 001	537
Intérêts sur emprunts subordonnés	404	89
Total	29 670	8 197

Les intérêts versés à la clientèle ont augmenté de 21,5 MEUR en raison de la hausse des taux de marché et de la renégociation des conditions des placements longs à l'initiative des clients.

Note 14. – Commissions – produits.

	31/12/2023	31/12/2022
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	989	958
Commissions sur prestations de services financiers	92 927	88 519
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	11	10
Commissions sur opérations avec la clientèle	11 173	10 927
Total	105 101	100 413

Les commissions perçues sont en progression de 4.7 MEUR par rapport à 2022 (+ 5 %). Cette hausse est due aux bons volumes constatés cette année sur les activités de flux (carte bancaire, pré-acquisition, DAB et carte cadeau).

Note 15. – Commissions – charges.

	31/12/2023	31/12/2022
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	61 178	53 955
Commissions sur opérations avec la clientèle	4 038	3 758
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	2	2
Total	65 219	57 716

La hausse des commissions payées est liée à la hausse des flux.

Note 16. – Charges générales d'exploitation.

	31/12/2023	31/12/2022
Frais de personnel		
Traitements et salaires	9 166	8 415
Charges de retraite et assimilées	1 160	1 129
Autres charges sociales	4 102	3 821
Intéressement et participation	1 536	2 137
Impôts et taxes liés aux rémunérations	1 030	1 049
Total des frais de personnel	16 994	16 550
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	1 560	1 659
Autres charges générales d'exploitation	15 113	13 280
Total des autres charges d'exploitation	16 672	14 939
Total des charges générales d'exploitation	33 667	31 489

Les autres charges d'exploitation sont en hausse de 2,2 M€ (+7%), avec une hausse des charges de personnel de 0.8 MEUR (hausse des salaires en lien avec l'inflation), et une hausse des prestations informatiques (digitalisation de la banque).

Note 17. – Coût du risque.

	31/12/2023		31/12/2022	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Provisions clientèle particulier	990	1 738	1 368	1 884
Provisions clientèle entrepreneur individuels	1 002	4 816	2 547	3 771
Provisions clientèle société non financière	117	759	802	2 483
Provisions pour risques et charges	657	100	5 391	155
Provisions sur opérations sur titres	94	25	61	0
Pertes/récupération clientèle particulier	638		575	
Pertes/récup. Clientèle entrepreneur individuels	474		767	
Pertes/récup. Clientèle société non financière	379		183	
Total	4 350	7 438	11 694	8 293
Solde	-3 088		3 401	

En 2023 la gestion extinctive du portefeuille du marché des taxis s'est poursuivie, sans que la Banque constate une aggravation du risque. En effet elle enregistre une stabilité de l'encours en défaut de paiement grâce aux mesures déployées pour contenir le risque.

Les encours sur ce marché bénéficient d'un niveau de garantie suffisant au travers du nantissement du fonds artisanal associé, pour la production la plus récente, à la garantie à perte finale de la SIAGI. Cependant dans une approche prudente, compte tenu du contexte économique défavorable actuel et des évolutions de cette activité dans le cadre de la transition énergétique notamment, les modèles de couvertures du risque ont été adaptés.

Concernant la provision collective, l'application d'un coefficient de dégradation sur le marché des particuliers comme des taxis pour tenir compte du contexte économique incertain a été appliqué, et aucune reprise n'a été comptabilisée dans une approche prudente face aux incertitudes du contexte économique.

En 2020, dans une approche prudente et anticipative, la Banque Edel a constitué une provision sectorielle destinée à couvrir un risque éventuel sur le marché des entreprises E. Leclerc. En 2023, elle a adapté les modalités de calcul en réajustant les niveaux de couverture sur les différents compartiments au regard du contexte inflationniste et pour tenir compte de l'augmentation des charges constatée (sociales, énergie et financière). D'autre part, compte tenu des défis liés à la transition énergétique dans l'avenir et des obligations grandissantes en la matière, un coefficient de dégradation lié au risque RSE et à la transition énergétique est appliqué.

Enfin, la Banque Edel prend en compte dans ses méthodes de comptabilisation des provisions sur les créances douteuses le vieillissement des créances en renforçant le taux de couverture sur les créances « anciennes ». Pour cela elle se base sur la durée théorique de recouvrement observée selon les différents marchés et en fonction du vieillissement de la créance, le pourcentage de couverture augmente pour arriver à 100% sur les créances les plus anciennes. Ce dispositif est complété au niveau prudentiel par les provisions dites *backstop* prudentiel pilier 1 et 2 selon les normes du groupe BPCE venant en réduction des fonds propres.

Note 18. – Ventilation de l'effectif.

	31/12/2023	31/12/2022
Employés	85	84
Cadres	87	85
Total	172	168

Note 19. – Impôts sur les bénéfices.

La Banque Edel a opté pour le régime d'intégration fiscale avec ses filiales SARL Moninfo à compter du 1^{er} janvier 1998 et SASU Edel ASSUR lors de sa création.

Charge d'impôt :

	31/12/2023	31/12/2022
Impôt courant	8 333	10 018
Impôt exceptionnel		
Impôt différé	-281	-1 801
Charge d'impôt de la période	8 052	8 217

Preuve de l'impôt :

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat avant impôt	30 453	30 733
Impôt théorique au taux réel	9 267	9 630
Effet des différences permanentes	-876	193
Effet des différences temporaires	-298	-1 586
Effet des autres éléments	-41	-19
Total	8 052	8 217

Les différences temporaires, sources d'impôt différé, sont principalement des provisions non déductibles.

Note 20. – Rémunération du Directoire et des dirigeants effectifs.

Les rémunérations versées en 2023 aux dirigeants effectifs (directeur général et membre du Directoire) ne sont pas communiquées dans la mesure où cela reviendrait à communiquer une information nominative.

Note 21. – Honoraires des commissaires aux comptes.

(En milliers d'Euros)	KPMG		SYGNATURES	
	2023	2022	2023	2022
Audit :				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	60	58	49	47
Services autres que la certification des comptes	2	2	2	2
Total	62	60	51	49

Événements postérieurs à la clôture.

Néant.

Autres informations.

Conformément au règlement ANC n° 2020-01, ce document est tenu à la disposition du public sur le site internet de la Banque Edel : www.banque-edel.fr

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

(Exercice clos le 31 décembre 2023.)

À l'Assemblée générale de la société Banque Edel S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque Edel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

- Rapport de constats du commissaire aux comptes de la Banque Edel S.A. résultant de procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions *ex ante* 2024 au Fonds de Résolution Unique (le « FRU »). Ces travaux ont été réalisés par le cabinet KPMG AUDIT FS I.S.A.S.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit sur la clientèle – dépréciation individuelle et collective

Risque identifié

La Banque Edel S.A. est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur la clientèle. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la Direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés. Les provisions pour risques non avérés, dites collectives et sectorielles, sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la Direction.

Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2023.

Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 16,1 M€ pour un encours douteux et douteux compromis brut de 34,7 M€ au 31 décembre 2023. Le stock de dépréciation pour risque non avéré s'élève à 14,4 M€ pour un encours sain brut de 1 196,4 M€ au 31 décembre 2023. Le coût du risque sur l'exercice 2023 est en reprise de 3,1 M€ contre une dotation de 3,4 M€ sur l'exercice 2022.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note « Informations sur les règles et principes comptables – Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées » dont notamment « Provisionnement des encours douteux » et « Provisions » ainsi qu'aux notes 2, 8 et 17 de l'annexe des comptes consolidés.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement, à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collectives et aux corrects déversements et traitements des données dans les outils informatiques.

Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et douteuses compromises et du processus de revue de crédit. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Concernant les dépréciations collectives, nos travaux ont consisté à s'assurer de la permanence de la méthode de calcul, contrôler la base de calcul utilisée, contrôler arithmétiquement le calcul et s'assurer de la correcte documentation des provisions.

Nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées par votre Banque.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Edel S.A. par les Assemblées générales du 8 avril 2005 pour le cabinet KPMG AUDIT FSI S.A.S. et du 29 juillet 2005 pour le cabinet SYGNATURES.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG Audit FSI et le cabinet Sygnatures étaient dans la 19ème année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.821-63 du Code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 29 mai 2024,

Toulouse, le 29 mai 2024,

Les commissaires aux comptes :

KPMG Audit FSI S.A.S.,
Diego DECHELOTTE,
Associé ;

SYGNATURES S.A.S.,
Arnaud BROCHARD,
Associé.

B. — Comptes sociaux.

I. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Opérations interbancaires et assimilées	1 - 3	365 550	307 900
Caisse, banques centrales, CCP		50 525	90 195
Effets publics et valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit à vue		315 025	217 704
Créances sur les établissements de crédit à terme		0	0
Opérations avec la clientèle	2 - 3	1 215 075	1 324 999
Créances commerciales		30 482	50 618
Autres concours à la clientèle		1 071 935	1 141 018
Comptes ordinaires débiteurs		112 657	133 362
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	95 363	90 346
Actions et autres titres à revenu variable	4	1 769	1 838
Parts dans les entreprises liées	5	353	352
Immobilisations corporelles et incorporelles	6	14 564	14 696
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		14 564	14 696
Comptes de régularisation et actifs divers	7	15 192	15 523
Autres actifs		3 214	2 393
Comptes de régularisation		11 978	13 129
Total de l'actif		1 707 866	1 755 652

Passif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Opérations interbancaires et assimilées :	1 - 3	70 953	55 272
-Banques centrales, CCP		0	0
-Dettes sur les établissements de crédit à vue		19 071	13
-Dettes sur les établissements de crédit à terme		51 883	55 259
Opérations avec la clientèle :	2 - 3	1 320 769	1 347 738
-A vue		708 036	721 988
-A terme		612 733	625 750
Dettes représentées par un titre :	3	41 650	88 058
-Bons de caisse		0	0
-Titres de créances négociables		41 650	88 058
Comptes de régularisation et passifs divers :	7	64 977	60 070
-Autres passifs		52 958	51 511
-Comptes de régularisation		12 018	8 559
Provisions pour risques et charges	8	16 658	16 930
Dettes subordonnées	10	10 363	10 363
Fonds pour risques bancaires généraux		11 500	11 500
Capitaux propres :	11	170 995	165 721
Capital souscrit		150 135	150 135
Primes d'émission Fusion		668	668
Réserves		1 078	0
Report à nouveau		2	2
Résultat en instance d'affectation		-5 528	-6 652
Résultat de l'exercice		24 640	21 569
Total du passif		1 707 866	1 755 652

Hors-bilan	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés :	12	135 124	159 121
Engagements de financement donnés		121 345	141 802
Engagements de garantie donnés		13 779	17 320
Engagements de financement reçus :		346 639	352 642
Engagements de financement reçus	12	85 000	85 000
Engagements de garantie reçus		261 639	267 642

II. — Compte de résultat social.

	Notes	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	14	44 557	22 807
- Intérêts et charges assimilées	15	-29 670	-8 197
Revenu des titres à revenu variable		5 668	6 762
+ Commissions (produits)	16	88 417	83 750
- Commissions (charges)	17	-59 354	-52 377
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement		0	-2
+ Autres produits d'exploitation bancaire		6 122	6 236
- Autres charges d'exploitation bancaire		-2	-54
Produit net bancaire	19	55 738	58 925
- Charges générales d'exploitation	18	-27 049	-25 446
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	18	-811	-856
Résultat brut d'exploitation		27 877	32 623
Coût du risque	20	3 116	-3 396
Résultat d'exploitation		30 993	29 227
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	24	-17	220
Résultat courant avant impôt		30 976	29 447
+/- Résultat exceptionnel		0	0
- Impôts sur les bénéfices	23	-6 337	-7 878
+/- Dotations/reprises des fonds pour risques bancaires généraux		0	0
Résultat net		24 640	21 569

III. — Notes annexes aux comptes sociaux.**Cadre juridique et relations financières.**

La Banque Edel est un établissement de crédit associé au Crédit Coopératif. Son capital est détenu à hauteur de 66,06 % par la SC Galec (Groupement d'achat des centres E. Leclerc) et de 33,94 % par le Crédit Coopératif.

Filiales.

La Banque Edel détient :

- 95,20 % du capital de la SARL Moninfo, celle-ci fournissant des prestations de monétique et d'informatique ;
- 100 % de la SASU Edel ASSUR, société créée en 2014, qui a démarré son activité en 2015.

Faits caractéristiques de l'exercice.**Taux de marché et couverture**

L'année 2023 a vu la Banque Centrale Européenne opérer 6 nouvelles hausses de ses taux directeurs pour atteindre un point haut le 20 septembre 2023, maintenu jusqu'à la fin de l'année, et au plus haut depuis la création de l'Euro en 1999. Le taux de dépôt auprès de la BCE est ainsi passé de 2 % à fin 2022 à 4 % à fin 2023.

La poursuite de la politique monétaire restrictive entamée en 2022 avait pour but de lutter contre la hausse des prix amorcée lors de la reprise économique post pandémie et renforcée par le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne.

Après avoir cessé depuis l'été 2022, les réinvestissements réalisés dans le cadre de l'APP, son programme régulier d'achat d'actifs, la BCE a décidé de mettre un terme aux réinvestissements du Programme d'achats d'urgence pandémique, le PEPP (*pandemic emergency purchase programme*) à la fin 2024. La réduction du bilan de la BCE, déjà largement amorcé par le remboursement des emprunts TLTRO (*targeted longer-term refinancing operations*) par les banques, devrait s'amplifier en fonction des conditions monétaires. La BCE poursuivra le réinvestissement intégral des titres arrivant à échéance jusqu'à fin juin 2024. Ensuite, elle réduira le portefeuille du PEPP de 7,5 milliards d'Euros par mois en moyenne au second semestre 2024 et mettra un terme aux réinvestissements fin 2024.

Au niveau des taux de marché, l'€ster, dont la valeur moyenne en 2023 est de 3,208 %, est parti de son point bas en début d'année à 1,906 % puis a évolué à la hausse jusqu'à atteindre un point haut le 14 décembre 2023 à 3,907 % et se maintenir au plus proche de ce point haut jusqu'en fin d'année 2023.

L'Euribor 3 mois, dont la valeur moyenne en 2023 est de 3,434 %, a évolué entre un point bas en début d'année à 2,132 % et un point haut le 13 novembre à 4,002 %. Il a légèrement reflué depuis, du fait de bonnes statistiques économiques qui ont fait espérer aux marchés une baisse de taux qui n'est pas intervenue en 2023.

Les prix des swaps ont été très volatils jusqu'en milieu d'année 2023, date à laquelle les premiers effets de la politique monétaire de la BCE se sont fait sentir dans l'économie. Les marchés ont ensuite fortement intégré dans les prix le succès de la politique monétaire de la BCE. Ainsi le swap 5 ans (contre Euribor 3 mois) a démarré l'année à 3,18 % pour atteindre un point haut à 3,428 % le 28 septembre, se maintenir à un haut niveau durant presque un mois avant de refluer jusqu'à 2,285 % le 27 décembre.

Au titre des couvertures de taux, la Banque Edel conserve un *swap* de taux d'intérêt avec le Crédit Coopératif dont la maturité est le 01/08/2023. Ce contrat d'échange de taux d'intérêt est un *swap* payeur de taux fixe, receveur de taux variable. Il est comptabilisé en microcouverture et vient en couverture de l'emprunt lié à l'achat des locaux du siège social de la Banque.

La valeur *marked to market* de ce *swap* est positive à hauteur de 4,9 KEUR (cf. note 11), en baisse de 8,6 KEUR entre 2022 et 2023 du fait notamment de la baisse du nominal contractuel.

Opérations interbancaires

L'année 2023 a vu la poursuite de l'objectif d'alignement plus strict de la politique ALM de la Banque Edel avec la politique ALM du Groupe BPCE.

L'établissement fait partie du bassin de liquidité du Crédit Coopératif, ce qui lui donne accès indirectement aux conditions de rémunération des excédents et au guichet de refinancement du Groupe BPCE.

Sur l'année 2023, l'encours moyen des emprunts interbancaires du Groupe Banque Edel a été de 53 MEUR. La baisse significative d'une année sur l'autre (-65 MEUR) s'explique par le non recours en 2023 aux lignes de crédit court terme avec le Crédit Coopératif (qui avaient été tirées pour une moyenne de 62 MEUR en 2022), et l'amortissement d'un emprunt interbancaire (pour 3 MEUR).

L'encours des emprunts interbancaires a évolué de 54 MEUR en début d'année à 51 MEUR le 31/12/2023.

Les opérations interbancaires à l'actif augmentent en moyenne d'une année sur l'autre de 90 MEUR. La politique de placement des excédents a évolué compte tenu du changement des règles de rémunération des dépôts en Banque centrale à partir du mois de septembre 2022 : la Banque Edel ne place à la Banque de France que les sommes nécessaires à la constitution des réserves obligatoires (leur montant moyen sur 2023 a été de 7,5 MEUR contre 140,5 MEUR en 2022). Les excédents court terme sont désormais placés au Crédit Coopératif.

Compte tenu d'une politique efficace de collecte de ressources à vue et à terme, ainsi que d'une activité soutenue de la clientèle de la grande distribution, le montant moyen des excédents court terme hors Banque de France a ainsi progressé de 269 MEUR entre 2022 et 2023.

Par ailleurs, et à la différence de 2022, la Banque Edel n'a participé à aucune opération de circulation de liquidités au sein du groupe BPCE. En conséquence l'encours moyen de prêt interbancaire baisse de 46,5 MEUR en moyenne d'une année sur l'autre.

Liquidité

Dans le cadre de la gestion du LCR (*Liquidity Coverage Ratio*), la Banque Edel a constitué depuis 2017 un portefeuille de titres vifs d'Etat (OAT) ou assimilés permettant d'augmenter significativement sa réserve de HQLA (*High Quality Liquid Assets*).

Dans le cadre de sa politique budgétaire, la Banque Edel a acheté des titres d'Etat (OAT) ou assimilés pour un montant complémentaire de 5 MEUR au cours du 1^{er} semestre 2023, portant l'encours total HQLA à 95 MEUR au 31 décembre.

Enfin, la Banque Edel bénéficie toujours de lignes importantes de liquidité auprès de son associé bancaire.

Versement dividendes

Il a été décidé lors de l'Assemblée générale ordinaire des associés en date du 23 mai 2023 de distribuer aux associés une partie du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 pour un montant total de 13,8 MEUR. Un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2022 avait été distribué à hauteur de 6,7 MEUR dès 2022. En conséquence le montant distribué au titre de l'exercice 2022 s'élève à 20,5 MEUR.

Mise à jour des provisions

Dans un contexte économique incertain et face aux défis de la transition énergétique, la Banque EDEL a maintenu ses modèles de couverture du risque dans une approche prudente sur tous les marchés d'activité. Les coefficients de dégradation spécifiques ont été réévalués et appliqués sur les différents compartiments de clientèle et de risques.

Ces coefficients sont déterminés d'une part en fonction de l'exposition des catégories homogènes de clientèles au risque de transition énergétique et d'autre part en prenant en compte la dégradation de la conjoncture économique en cours.

Dans une approche prudente aucune reprise n'a été comptabilisée sur les provisions collectives et sectorielles.

La Banque a également appliqué le dispositif spécifique de traitement des créances « anciennes » déployé depuis 2023 visant à couvrir le risque propre lié au vieillissement des créances.

Guerre en Ukraine

La Banque Edel ne détient aucune exposition sur des contreparties russes, ukrainiennes ou biélorusses.

Transactions avec les parties liées

La Banque Edel ne réalise pas de transactions significatives avec les parties liées.

Informations sur les règles et principes comptables.**Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées**

Les comptes individuels de la Banque Edel ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2020-01 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

La présentation des états financiers suit également les prescriptions de ce règlement.

Tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

Constructions	35 ans (ancien bâtiment) / 40 ans (nouveau bâtiment)
Fondations	45 ans (ancien bâtiment) / 50 ans (nouveau bâtiment)
Équipements / agencements techniques	15 ans (ancien bâtiment) / 20 ans (nouveau bâtiment)
Mobilier	10 ans
Logiciels	1 an

Les immobilisations peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur actuelle est devenue inférieure à la valeur nette comptable.

Remarque : une décote de 5 ans avait été appliquée sur les durées d'amortissement par composant des anciens bâtiments lors de l'achat car les bâtiments n'étaient pas neufs.

Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique. À la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure au coût historique. La valeur d'usage est appréciée notamment au regard de l'utilité de celle-ci pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (cours de bourse, actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

Crédits à la clientèle

Les créances sur la clientèle sont ventilées en fonction de la nature des concours : créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à la valeur nominale.

Qualification des encours

Conformément au règlement ANC n° 2014-07, l'établissement distingue comptablement les encours sains et les encours douteux.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours déchus et non déchus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie et de caution. Le déclassement des encours en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, voire dès le premier mois d'impayé constaté pour les crédits restructurés. Par déduction les encours sains sont donc les encours ne présentant pas de risque crédit avéré.

Au sein de l'encours douteux, les encours douteux compromis, pour lesquels aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, sont isolés. Sont en particulier identifiées comme telles les créances échues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, à l'exception de celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Les créances douteuses non compromises sont inscrites en encours sains lorsque les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire, à l'exception des créances douteuses compromises pour lesquelles les intérêts ne sont plus comptabilisés.

Provisionnement des encours douteux

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses à hauteur des pertes probables. Le montant de la provision est égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif (capitaux restants dus) et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le risque est apprécié de façon individuelle en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les créances de faible montant aux caractéristiques similaires, une estimation statistique est retenue lorsqu'elle est plus appropriée. Les provisions ainsi constituées vont varier également en fonction du vieillissement du dossier.

Les créances restructurées à des conditions hors marché sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote constatée est enregistrée au résultat en coût du risque et au bilan en moins de l'encours concerné. Elle est ensuite réintégrée dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Les provisions pour risques avérés sont complétées par des provisions pour risques non avérés destinées à couvrir des risques clientèles non affectés individuellement. Ces provisions dites « collectives/sectorielles » visent à couvrir des risques potentiels par anticipation. Elles sont constituées sur la base d'observation statistique historique de probabilité de non-recouvrement partiel sur des en cours non classés en douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Edel, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF et par l'instruction n° 86-05 modifiée de la Commission bancaire (devenue depuis l'ACPR).

Engagements sociaux

Les engagements sociaux et les avantages au personnel postérieurs à l'emploi sont partiellement couverts par des cotisations versées à AGEAS pour un montant de 235 K€ pour la Banque Edel et MONINFO au 31/12/2023. Le montant total de l'engagement pour la Banque EDEL s'élève au 31/12/2023 à 392 K€ avec pour principales hypothèses :

- Taux de charges sociales patronales : 52 %
- Taux d'actualisation : 3,00 %
- Table de mortalité utilisée : INS 15-17
- Age de départ à la retraite : 64 ans

Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. Au 31 décembre, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions de détention à l'origine.

Les opérations réalisées portent sur des contrats d'échange de taux d'intérêt conclus à titre de couverture.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en microcouverture sont inscrits en compte de résultat de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble d'éléments couverts. Ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges de cet élément. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en macrocouverture sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans des comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Provisions

Ce poste comprend :

- les provisions pour risques constituées dès lors qu'il existe une obligation de la Banque vis-à-vis d'un tiers et qu'il est probable que l'extinction de celle-ci ne se fera qu'après une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci ;
- les provisions pour risques de contrepartie déterminées sur une base collective.

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Etablissement des comptes consolidés

La Banque Edel est un établissement de crédit associé au Crédit Coopératif. Son capital est détenu à hauteur de 66,06 % par la SC Galec (26 Quai Marcel Boyer, 94 200 Ivry-Sur-Seine, SIRET 642 007 991 00069) et de 33,94 % par le Crédit Coopératif (12 Boulevard de Pesaro, 92 000 Nanterre).

Filiales

La Banque Edel détient au 31 décembre 2023 :

- 95,20 % du capital de la SARL Moninfo, celle-ci fournissant des prestations de monétique et d'informatique ;
- 100 % de la SASU Edel ASSUR, société créée en 2014, qui a démarré son activité en 2015.

Un premier palier de consolidation est réalisé par la Banque Edel en consolidant par intégration globale les comptes de ses filiales Moninfo et Edel ASSUR.

Un second palier de consolidation est effectué par le Crédit Coopératif aux normes IFRS par mise en équivalence.

La Banque EDEL est consolidée en intégration globale au sein du GALEC.

Informations sur les postes du bilan

Sauf indication contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements ou de provisions.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en milliers d'Euros.

Note 1. – Banque centrale, créances et dettes interbancaires.

	31/12/2023	31/12/2022
Actif :		
Caisse, banques centrales	50 525	90 195
Créances sur les établissements de crédit	315 025	217 704
A vue	315 025	217 704
A terme	0	0
Créances douteuses nettes		
Créances rattachées		
Total	365 550	307 900
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>252 141</i>	<i>170 363</i>
Passif :		
Dettes sur les établissements de crédit	70 678	55 139
A vue	19 016	0
A terme	51 663	55 139
Dettes rattachées	275	133
Total	70 953	55 272
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>171</i>	<i>41 050</i>

Les excédents bancaires au 31 décembre 2023 sont déposés en Banque centrale et en comptes à vue bancaires, principalement auprès du Crédit Coopératif.

Avec le retour des taux en territoire positif, des arbitrages de trésorerie ont été effectués, au profit des comptes à vue bancaires dont les rémunérations sont désormais aux alentours de l'€str.

Note 2. – Opérations avec la clientèle.

	31/12/2023	31/12/2022
Actif :		
Créances commerciales	30 482	50 618
Autres concours à la clientèle	1 042 861	1 112 793
Comptes ordinaires débiteurs	112 064	132 883
Créances rattachées et valeurs non imputées	11 033	11 671
Créances douteuses nettes	18 635	17 034
Total	1 215 075	1 324 999
Passif :		
Comptes et emprunts	1 292 323	1 331 222
A vue	687 923	707 802
A terme	604 400	623 420
Dépôts de garantie	23	23
Autres sommes dues	19 402	14 104
Dettes rattachées	9 022	2 389
Total	1 320 769	1 347 738

Détail des autres concours à la clientèle :

	31/12/2023	31/12/2022
Crédits de trésorerie	450 627	502 568
Crédits à l'équipement	525 711	550 284
Crédits à l'habitat	66 522	59 941
Total	1 042 861	1 112 793

Les encours bruts de crédits sont à 99,8 % sur des contreparties domiciliées en France, les 0,2 % restants étant sur des contreparties domiciliées en Slovénie.

Ventilation des encours sains par grande catégorie de contreparties :

	31/12/2023	31/12/2022
Entreprises	1 054 048	1 144 734
Professionnels	55 888	78 226
Particuliers	86 504	85 005
Total	1 196 440	1 307 965

Créances douteuses :

	31/12/2023	31/12/2022
Douteux	11 212	8 384
<i>Dont créances restructurées à des conditions hors marché</i>	67	82
Douteux compromis	23 511	28 403
Total	34 723	36 787

Provisions :

	31/12/2023	31/12/2022
Douteux	838	1 211
<i>Dont provisions pour décote des créances restructurées</i>	17	17
Douteux compromis	15 250	18 542
Total	16 088	19 753

Variation détaillée des provisions pour créances douteuses :

	31/12/2022	Dotations	Dotations effet temps	Reprise de prov. Utilisées	Reprises de prov. Effet temps	Reprise de prov. Non utilisées	Transfert	31/12/2023
Provisions douteux	1 211	281	0	0	0	-224	-430	838
Provisions douteux compromis	18 542	1 325	388	-1 489	-666	-3 280	430	15 250
Total	19 753	1 606	388	-1 489	-666	-3 504	0	16 088

Note 3. – Ventilation par durée restant à courir.

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	31/12/2023	31/12/2022
Actif							
Créances sur les Ets de crédit	315 025			0		315 025	217 704
Créances sur la clientèle	394 519	125 326	511 130	184 100		1 215 075	1 324 999
Obligations et autres titres à revenu fixe	165		30 198	65 000		95 363	90 346
Total	709 710	125 326	541 328	249 100		1 625 464	1 633 048
Passif							
Dettes sur les Ets de crédit	19 616	838	30 500	20 000		70 953	55 272
Dettes sur la clientèle	742 546	134 700	388 550	54 973		1 320 769	1 347 738
Dettes représentées par un titre	19 850	21 800				41 650	88 058
Emprunts subordonnés					9 700	9 700	9 700
Total	782 013	157 338	419 050	74 973	9 700	1 443 073	1 500 768

Note 4. – Portefeuille-titres.

	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2023	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2022
Obligations et assimilées :								
- Valeurs brutes		95 198		95 198		90 197		90 197
- Dépréciation								
- Créances rattachées		165		165		149		149
Valeurs nettes :	0	95 363	0	95 363	0	90 346	0	90 346
Actions et assimilées								
- Valeurs brutes			2 000	2 000			2 000	2 000
- Dépréciations			-231	-231			-162	-162
Valeurs nettes	0	0	1 769	1 769	0	0	1 838	1 838

Dans le cadre de la gestion de sa liquidité, la Banque Edel investit dans des titres HQLA éligibles à la réserve de liquidité du ratio LCR. Ces titres sont des OAT et des EMTN garantis par l'État et sont comptabilisés en investissement, conformément au règlement ANC n° 2014-07.

Les 2 MEUR comptabilisés en titres de placement sont des parts d'un fonds d'investissement destiné à promouvoir l'économie sociale et solidaire. Ce fonds est géré par ESFIN Gestion qui appartient à 100 % à Ecofi Investissements, filiale du Groupe Crédit Coopératif.

Note 5. – Tableau des filiales et participations.

Informations financières sur les filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Provisions	Montant des cautions & avals donnés par la société	C.A. H.T. du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette							
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à publication												
1- Filiales (détenues à plus de 50%)												
2- Participations entre 10 et 15%												
Néant												
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société astreinte à publication												
1- Filiales (*) non reprises au § A												
SARL MONINFO	1 000 000	19 550 864	95,20%	7 257	7 257				34 535 790	2 848 118	5 649 442	
SASU EDELASSUR	50 000	603 407	100,00%	50 000	50 000				266 031	159 513	149 321	
2- Participations (*) non reprises au § A												
Néant												

(*) Filiales ou participations françaises.

Note 6. – Immobilisations.

Brut	31/12/2022	Acquisitions	Cessions / reclassement	31/12/2023
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	122	0	0	122
Immobilisations corporelles en cours	14	0	0	14
Immobilisations corporelles	20 087	721	-42	20 766
Total	20 223	721	-42	20 902

Amortissement	31/12/2022	Dotations	Reprises / reclassement	31/12/2023
Immobilisations incorporelles	122	0	0	122
Immobilisations corporelles	5 404	811		6 216
Total	5 527	811	0	6 338

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation.

Note 7. – Comptes de régularisation.

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Comptes d'encaissement	380	0
Charges payées d'avance	169	279
Produits à recevoir	9 793	12 786
Divers à régulariser	1 636	64
Total	11 978	13 129

Passif	31/12/2023	31/12/2022
Comptes d'encaissement	0	248
Charges à payer	4 915	3 173
Produits constatés d'avance	4 832	2 801
Divers à régulariser	2 271	2 337
Total	12 018	8 559

Note 8. – Provisions pour risques et charges.

	31/12/2022	Dotations	Reprises	Reclassement TUP	31/12/2023
Provision collective/sectorielle	15 875	84	1 559		14 400
Autres provisions pour risques et charges	1 055	1 415	211		2 259
Total	16 930	1 499	1 771	0	16 658

Des informations complémentaires sont présentées en note 20 – Coût du risque.

Note 9. – Opérations avec les parties liées.

	31/12/2023	31/12/2022
Produits à recevoir au titre des conventions de prestation de services	3 060	3 061
Titres de filiale	353	353
Dettes envers la clientèle	15 554	22 057
Charges facturées	-8 651	-7 209
Intérêts et produits assimilés	0	0
Commissions (charges)	-1 952	-1 825
Commissions (produits)	0	0
Produits divers d'exploitation (loyers, MAD de personnel)	2 330	2 299
Intégration fiscale	27	27

Note 10. – Dettes subordonnées.

	31/12/2023	31/12/2022
Dettes subordonnées	9 700	9 700
Fonds de garantie à caractère mutuel	662	662
Dettes rattachées	1	1
Total	10 363	10 363

Montant en Euros	Devise	Date d'émission	Prix d'émission	Taux	Spread en points de base (1)	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêts	Cas de paiement obligatoire	Date d'échéance
1 600 000	EUR	30/12/11	0	EUR3M	60	Néant	Néant	Perpétuel
3 100 000	EUR	28/12/12	0	EUR3M	60	Néant	Néant	Perpétuel
5 000 000	EUR	30/09/14	0	EUR3M	120	Néant	Néant	Perpétuel
(1) au-dessus de l'Euribor.								

La Banque Edel possède au 31 décembre 2023 trois emprunts subordonnés souscrits auprès d'un de ses deux associés. Les associés ont formulé le souhait de conserver les emprunts subordonnés dans le cadre du renforcement des fonds propres exigé dans le cadre de Bâle III. Ces emprunts sont pris en compte dans les fonds propres de catégorie 2, en tenant compte des règles d'amortissement prudentielles définies par l'article 64 du règlement UE n° 575-2013.

Note 11. – Mouvements des capitaux propres.

	31/12/2022	Augmentation	Diminution	31/12/2023
Résultat comptable 2022	21 569		21 569	0
Réserves générales	0	1 078	0	1 078
Capital	150 135			150 135
Primes d'émission Fusion	668			668
Report à nouveau	2	0	0	2
FRBG	11 500			11 500
Versement acomptes sur dividendes	-6 652	6 652	5 528	-5 528
Résultat comptable 2023		24 640		24 640
Total	177 221	32 370	27 097	182 495

La distribution du résultat en dividendes a été proposée et votée à l'Assemblée générale ordinaire des associés du 23 mai 2023.

Le nombre d'actions au 31 décembre 2023 est de 251 482, le résultat par action est de 97,98 Euros.

Informations sur les postes du hors-bilan.

Note 12 – Engagements de financement et de garantie.

Engagements de financement :

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financement donnés :		
En faveur de la clientèle		
Autres ouvertures de crédits confirmés	121 345	141 802
Total des engagements de financements donnés	121 345	141 802
Engagements de financement reçus :		
D'établissements de crédit	85 000	85 000
Total des engagements de financements reçus	85 000	85 000

Engagements de garantie :

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
D'ordre de la clientèle		
Cautions administratives et fiscales	608	1 135
Autres cautions et avals donnés	6 308	8 758
Autres garanties données	6 863	7 426
Total des engagements de garantie donnés	13 779	17 320

Il n'existe pas d'opérations susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de l'établissement pour lesquelles une information est requise en application du règlement n° 2010-04 de l'ANC.

Note 13. – Instruments financiers à terme.

La Banque Edel applique le règlement ANC n° 2014-07 pour l'enregistrement des contrats d'échange de taux d'intérêt.

Un contrat d'échange de taux d'intérêts (*swap*) est classé dans la catégorie « microcouverture » (couverture affectée) en application de la réglementation lorsqu'il sert à couvrir le risque de taux lié à un portefeuille de crédits amortissables identifié. Les charges et produits liés à ce contrat sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges de l'élément couvert. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Un *swap* est classé dans la catégorie « macrocouverture » en application de la réglementation lorsque sa détention vise à couvrir le risque de taux global de la Banque. Les charges et les produits relatifs à cette opération sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Au 31 décembre 2023, la Banque Edel détient le(s) contrat(s) suivant(s) :

Contrepartie	Crédit coopératif
Nominal initial	6 463
Date de départ	01/11/2012
Date de fin	01/08/2024
Amortissement	Trimestriel
Taux receveur	Euribor 3 mois
Taux payeur	1,445%
Périodicité des échanges de flux	Trimestriel
Valeur de marché	3
Catégorie de la couverture	Micro

Le *swap* conclu en 2012 avec le Crédit Coopératif vient en couverture de l'emprunt immobilier réalisé dans le cadre de l'achat du siège social de la Banque Edel.

Informations sur les postes du compte de résultat.**Note 14. – Intérêts – produits.**

	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	12 251	996
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	31 843	21 348
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	462	462
Autres intérêts et produits assimilés		
Total	44 557	22 807

Les intérêts perçus sont en hausse par rapport à 2022 (+ 95 %), dans un contexte de remontée très rapide des taux qui a eu un effet favorable sur la part des encours à taux variables.

En revanche, les encours de crédit pour les entrepreneurs individuels et les particuliers continuent à produire moins d'intérêts en raison d'une érosion du stock, conformément à la politique mise en œuvre par l'établissement.

Note 15. – Intérêts – charges.

	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	2 285	1 358
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	25 979	6 212
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 001	537
Intérêts sur emprunts subordonnés	404	89
Total	29 670	8 197

Les intérêts versés à la clientèle ont augmenté de + 21,5 MEUR en raison de la hausse des taux de marché et de la renégociation des conditions des placements longs à l'initiative des clients.

Note 16. – Commissions – produits.

	31/12/2023	31/12/2022
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	989	958
Commissions sur prestations de services financiers	76 244	71 855
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	11	10
Commissions sur opérations avec la clientèle	11 173	10 927
Total	88 417	83 750

Les commissions perçues sont en progression de + 4.6 MEUR par rapport à 2022 (+ 5 %). Cette hausse est due aux bons volumes constatés cette année sur les activités de flux (carte bancaire, pré-acquisition, DAB et carte cadeau).

Note 17. – Commissions – charges.

	31/12/2023	31/12/2022
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	55 313	48 617
Commissions sur opérations avec la clientèle	4 038	3 758
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	2	2
Total	59 354	52 377

L'augmentation de + 13 % des commissions payées est liée à la hausse des flux.

Note 18. – Charges générales d'exploitation.

	31/12/2023	31/12/2022
Frais de personnel :		
Traitements et salaires	6 283	6 061
Charges de retraite et assimilées	793	818
Autres charges sociales	2 742	2 675
Intéressement et participation	996	1 496
Impôts et taxes liés aux rémunérations	914	959
Total des frais de personnel	11 727	12 009
Autres charges d'exploitation :		
Impôts et taxes	1 380	1 544
Autres charges générales d'exploitation	14 753	12 748
Total des autres charges d'exploitation	16 134	14 292
Total	27 861	26 301

Les charges générales d'exploitation sont en hausse de 6 % à 27.9 MEUR. On note une baisse des charges de personnel (- 2 %) principalement liée à la baisse des charges d'intéressement.

Les autres charges d'exploitation progressent de + 13% en raison de la hausse des prestations informatiques (digitalisation de la banque).

Note 19. – Coefficient d'exploitation.

	31/12/2023	31/12/2022	Variation
Produit net bancaire	55 738	58 925	-5,4%
Frais généraux	27 861	26 301	5,9%
Coefficient d'exploitation	50,0%	44,6%	

La hausse des frais généraux étant supérieure à la hausse du PNB, le coefficient d'exploitation augmente légèrement à 50 %.

Note 20. – Coût du risque.

	31/12/2023		31/12/2022	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Provisions clientèle particuliers	960	1 736	1 363	1 884
Provisions clientèle entrepreneurs individuels	1 002	4 816	2 547	3 771
Provisions clientèle sociétés non financières	117	759	804	2 483
Provisions pour risques et charges	657	100	5 391	155
Provisions sur opérations sur titres	94	25	61	
Pertes/récupération clientèle particuliers	638		575	
Pertes/récup. Clientèle entrepreneurs individuels	474		767	
Pertes/récup. Clientèle sociétés non financières	379		181	
Total	4 319	7 436	11 688	8 292
Solde	-3 116		3 396	

En 2023 la gestion extinctive du portefeuille du marché des taxis s'est poursuivie, sans que la Banque constate une aggravation du risque. En effet elle constate une stabilité de l'encours en défaut de paiement grâce aux mesures déployée pour contenir le risque.

Les encours sur ce marché bénéficient d'un niveau de garantie suffisant au travers du nantissement du fonds artisanal associé pour la production la plus récente à la garantie à perte finale de la SIAGI. Cependant dans une approche prudente compte tenu du contexte économique défavorable actuel et des évolutions de cette activité dans le cadre de la transition énergétique notamment les modèles de couvertures du risque ont été adaptés.

Concernant la provision collective l'application d'un coefficient de dégradation sur le marché des particuliers comme des taxis pour tenir compte du contexte économique incertain a été appliqué, et aucune reprise n'a été comptabilisé dans une approche prudente face aux incertitudes du contexte économique.

En 2020, dans une approche prudente et anticipative, la Banque Edel a constitué une provision sectorielle destinée à couvrir un risque éventuel sur le marché des entreprises E. Leclerc. En 2023, elle a adapté les modalités de calcul en réajustant les niveaux de couverture sur les différents compartiments au regard du contexte inflationniste et pour tenir compte de l'augmentation des charges constatée (sociales, énergie et financière). D'autre part, compte tenu des défis liés à la transition énergétique dans l'avenir et des obligations grandissantes un coefficient de dégradation lié au risque RSE et transition énergétique est appliqué.

Enfin, la Banque Edel prend en compte dans ses méthodes de comptabilisation des provisions sur les créances douteuses le vieillissement des créances en renforçant le taux de couverture sur les créances « anciennes ». Pour cela elle se base sur la durée théorique de recouvrement observée selon les différents marchés et en fonction du vieillissement de la créance le pourcentage de couverture augmente pour arriver à 100% sur les créances les plus anciennes. Ce dispositif est complété au niveau prudentiel par les provisions dites Backstop prudentiel pilier 1 et 2 selon les normes du groupe BPCE venant en réduction des fonds propres.

Note 21. – Ventilation de l'effectif.

	31/12/2023	31/12/2022
Employés	52	52
Cadres	59	60
Total	111	113

Note 22. – Rémunération du Directoire et des dirigeants effectifs.

Les rémunérations versées en 2023 aux organes de direction (directeur général et membres du Directoire) ne sont pas communiquées dans la mesure où cela reviendrait à communiquer une information nominative.

Note 23. – Intégration fiscale.

La Banque Edel a opté pour le régime d'intégration fiscale avec ses filiales SARL Moninfo à compter du 1^{er} janvier 1998 et SASU Edel ASSUR lors de sa création.

Ventilation de l'impôt :

	31/12/2023	31/12/2022
Impôt courant :	6 334	7 875
Impôt assis sur le résultat social	6 307	7 848
Impact de l'intégration fiscale	27	27
Impôt sur exercices antérieurs :	2	4
Complément d'impôt	2	4
Impact de l'intégration fiscale		
Total	6 337	7 878

Note 24. – Honoraires des commissaires aux comptes.

(En milliers d'Euros)	KPMG		SIGNATURES	
	2023	2022	2023	2022
Audit :				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	48	49	38	38
Services autres que la certification des comptes	2	2	2	2
Total	50	51	40	40

Événements postérieurs à la clôture.

Néant.

Autres informations

En application du règlement ANC n° 2020-01, la Banque Edel établit des comptes consolidés.

Conformément au règlement ANC n° 2020-01, ce document est tenu à la disposition du public sur le site internet de la Banque Edel : www.banque-edel.fr

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2023.)

À l'Assemblée générale de la société Banque Edel S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Edel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Rapport de constats du commissaire aux comptes de la Banque Edel S.A. résultant de procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions *ex ante* 2024 au Fonds de Résolution Unique (le « FRU »). Ces travaux ont été réalisés par le cabinet KPMG AUDIT FS I.S.A.S.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit sur la clientèle – dépréciations individuelles et collectives***Risque identifié***

La Banque Edel S.A. est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur la clientèle. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la Direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés. Les provisions pour risques non avérés, dites collectives et sectorielles, sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la Direction.

Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2023.

Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 16,1 M€ pour un encours douteux et douteux compromis brut de 34,7 M€ au 31 décembre 2023. Le stock de dépréciation pour risque non avéré s'élève à 14,4 M€ pour un encours sain brut de 1 196,4 M€ au 31 décembre 2023. Le coût du risque sur l'exercice 2023 est en reprise de 3,1 M€ contre une dotation de 3,4 M€ sur l'exercice 2022.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note « Informations sur les règles et principes comptables – Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées » dont notamment « Provisionnement des encours douteux » et « Provisions » ainsi qu'aux notes 2, 8 et 20 de l'annexe.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement, à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collectives et aux corrects déversements et traitements des données dans les outils informatiques.

Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et douteuses compromises et du processus de revue de crédit. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Concernant les dépréciations collectives, nos travaux ont consisté à s'assurer de la permanence de la méthode de calcul, contrôler la base de calcul utilisée, contrôler arithmétiquement le calcul et s'assurer de la correcte documentation des provisions.

Nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées par votre Banque.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Edel S.A. par les Assemblées générales du 8 avril 2005 pour le cabinet KPMG AUDIT FSI S.A.S. et du 29 juillet 2005 pour le cabinet SYGNATURES.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG Audit FSI et le cabinet Sygnatures étaient dans la 19ème année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 29 mai 2024

Toulouse, le 29 mai 2024

Les commissaires aux comptes :

KPMG Audit FSI S.A.S.
Diego DECHELOTTE
Associé

SYGNATURES S.A.S.
Arnaud BROCHARD
Associé